

Rentrée politique fédérale sous pression sociale

■ Conseil des ministres de rentrée ce vendredi, alors que les syndicats préparent la mobilisation contre une série de mesures.

C'est une habitude depuis l'entrée en fonction du gouvernement Michel, la rentrée politique fédérale se fait une nouvelle fois sous pression sociale. Ce vendredi se tient le premier Conseil des ministres d'après-vacances, alors que les syndicats sont en train de préparer des actions de contestation contre une série de mesures annoncées par la "suédoise".

Le gouvernement Michel doit en effet concrétiser dans les prochaines semaines l'accord estival relatif au "jobs deal", qui comporte des mesures qui fâchent les organisations de travailleurs, telles que la révision du principe de la progression barémique des salaires (aujourd'hui liée à l'ancienneté mais qui serait demain fonction de la performance) ou l'accélération de la dégressivité des allocations de chômage (moyennant une augmentation dans les premiers mois).

Un calendrier d'actions pour le 11 septembre

Sur la table également, l'épineux dossier des "métiers pénibles", qui donneront droit à une pension anticipée ou à un bonus de pension. On attend les textes du ministre Bacquelaire pour octobre.

La FGTB Charleroi-Sud Hainaut exige que l'on planifie une grève générale d'ici la fin de l'année.

Autant de sujets qui cabrent les syndicats, lesquels réagissent chacun à leur façon. La CSC, jusqu'ici, reste mesurée et privilégie la concertation avec le gouvernement et les employeurs. Le syndicat chrétien devrait décider le 11 septembre d'éventuelles actions. La FGTB est davantage remontée, mais donne la priorité au front commun. Le 11 septembre, le syndicat socialiste se prononcera également sur un calendrier d'actions.

Très énervé après l'accord de l'été, le président de la FGTB, Robert Vertenueil, avait annoncé qu'il allait "pourrir la campagne électorale du gouvernement" et que s'il pouvait bloquer le pays, il le ferait. Au "Soir" de mardi, il remettait le couvert en déclarant qu'il allait proposer à ses instances d'organiser une grève générale, par exemple le 2 octobre, date qui avait été précédemment choisie pour mener des actions régionales en faveur d'une pension décente prise à un âge raisonnable. M. Vertenueil n'a pas (encore) été suivi par ses instances. Le 2 octobre restera bien une journée de mobilisation diverse, mais pas de grève. Seule la régionale Liège-Huy-Waremme de la FGTB a annoncé qu'elle organiserait une grève de 24 heures à cette occasion.

Pour la suite, on en saura plus le 11 septembre. Mais à la FGTB, certains mettent la pression. Si l'aile flamande préfère attendre de voir comment se comportera la CSC, majoritaire au nord du pays, au sud, les réactions sont plus vives et la FGTB Charleroi-Sud Hainaut a d'ores et déjà exigé que l'on planifie une grève générale d'ici la fin de l'année. Si possible en front commun, mais une grève générale de toute façon.

L. G.